

Programme Sectoriel Eau et Assainissement

Eau potable, assainissement et hygiène pour une meilleure santé

Augmenter la disponibilité de l'eau propre et améliorer les pratiques hygiéniques

Les épidémies de Choléra, qui apparaissent régulièrement dans les centres urbains proches du Lac Tanganyika, le nombre élevé des enfants diagnostiqués avec diarrhée dans les centres santé et la malnutrition de plus que la moitié des enfants sont emblématiques pour la situation du secteur de l'eau, de l'assainissement et d'hygiène dans ce petit pays, qui est densément peuplé et un des plus pauvres. Il se caractérise par un manque d'eau propre en quantité suffisante dans les ménages, l'utilisation des installations sanitaires précaires et de mauvaises habitudes d'hygiène.

Le Burundi est riche en ressource en eau et compte plus que 30.000 sources d'émergence. Mais les infrastructures pour capter et distribuer l'eau à la population sont insuffisants ou en mauvais état de fonctionnement. En outre, la forte pression sur la terre entraîne une pollution par les microbes de 40% des sources. Cette pollution s'aggrave pendant le transport et le stockage de l'eau à tel point que l'eau de boisson conservée dans les ménages est polluée par des microbes dans ¾ des cas.

Augmenter la disponibilité de l'eau propre et améliorer les pratiques hygiéniques sont clé pour réduire les maladies liées à l'eau ainsi que la malnutrition.

Guidé par les principes du Code de l'Eau

Les principes du Code de l'Eau et la stratégie pro-pauvre, dont le secteur de l'eau au Burundi s'est doté en 2013 avec l'appui du projet, forment la base de l'approche du PROSECEAU. Leurs principes restent d'application malgré une crise politique suivi par la suspension partielle de la Coopération Allemande en 2015.

Le principe de subsidiarité en est un exemple. Guidé par ce principe, le PROSECEAU appuie les collectivités locales afin

qu'elles prennent des décisions relatives aux investissements à réaliser et au mode d'exploitation des infrastructures hydrauliques.

En reconnaissant que l'eau est un bien économique et vue la pérennisation des services d'eau, le projet renforce la gestion commerciale des prestataires de service d'eau potable. Le but étant que les revenus des prestataires couvrent au moins les coûts d'exploitation et de maintenance des infrastructures.

Nom du projet	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
Comissionné par	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ)
Zone d'intervention	Centres urbains du Burundi et provinces de Rumonge, Bururi et Mwaro
Réalisé par	GIZ
Durée	01/2018 – 12/2020 (phase IV)

Améliorer les services d'eau potable aux familles à faibles revenu est particulièrement important. Le programme met l'accent sur l'approvisionnement de l'eau potable par des bornes fontaines publiques, accessibles aux ménages non raccordés au réseau de distribution.

Aménager des périmètres de protection des captages n'est pas la seule mesure du programme pour améliorer la qualité de l'eau. Afin d'éviter une contamination de l'eau de boisson pendant son stockage et améliorer l'hygiène en général, le projet développe des campagnes de communication et promeut la construction des latrines adéquates.

Le bénéfice

L'entreprise étatique de l'eau et de l'électricité REGIDESO a doublé le nombre des ménages (péri)urbains raccordés à son réseau d'eau potable ainsi que le nombre des personnes desservies par les bornes fontaines publiques depuis le début du



*L. to r.:
Bornes fontaine en milieu rural
Une source aménagée avec périmètre de protection.*

programme en 2009. Ceci correspond à 400.000 personnes additionnelles desservies. Une meilleure gestion commerciale, qui a augmenté les revenus et diminué certains coûts, permet la croissance continue de l'approvisionnement en eau potable. Aujourd'hui 82% des factures d'eau potable aux ménages sont payés. En outre, le nettoyage des créances irrécouvrables et la liquidation d'anciens équipements stockés ont réduit le paiement d'impôts indus.

Le chemin est encore plus long pour améliorer la disponibilité de l'eau potable en milieu rural. Une première réforme, lancée en 2010, a abouti à la délégation du service de l'eau potable aux associations des usagers dans 3/4 des communes du pays. Dans les communes appuyées, le recouvrement des redevances de l'eau potable a doublé, mais reste trop faible pour assurer la maintenance des infrastructures. Suite à une prise de conscience des faiblesses qui persistent, les acteurs concernés ont récemment accepté de passer à une réforme plus profonde.

156 000 habitants – soit 30% des utilisateurs des sources aménagées et bornes fontaines dans les provinces de Rumonge et Bururi – utilisent de l'eau des 126 captages qui produisaient auparavant de l'eau de mauvaise qualité, mais qui sont aujourd'hui protégées.

Le Ministère en charge de la Santé a rendu standard le modèle de latrine développé par le projet. C'est une latrine agro-écologique à faible coût qui permet d'améliorer les conditions sanitaires des ménages les plus pauvres tout en fournissant un soutien à leur production agricole. 1.700 ménages ont construit une telle latrine et 2.500 des ménages ciblés par des mesures d'hygiène ont amélioré leurs pratiques de stockage de l'eau potable et de lavage des mains.

Des préparatifs sont en cours pour une mise à échelle de la promotion des latrines et de l'hygiène à travers la formation des maçons, un système des microcrédits pour la construction des latrines et une campagne de mass media.

Facteurs de succès

Dans le système de coopération du projet, les services techniques, les autorités locales et les organisations non gouvernementales s'engagent conjointement dans l'atteinte des objectifs. Cette participation des partenaires burundais dès la planification des interventions, qui suit une logique simple et robuste, et jusqu'au suivi des résultats constitue la base d'un fort engagement de tous les partenaires et la clé du succès du projet.

Grâce à l'appropriation par les partenaires étatiques, le projet a pu créer, avant la suspension partielle de la Coopération Allemande, un cadre stratégique et légal qui continue d'aligner les acteurs et d'orienter le développement sur la base de principes partagés.

Un exemple du terrain

Gervais est un des 250 propriétaires fonciers qui ont accepté de céder un terrain pour mettre en place un périmètre de protection d'un captage d'eau potable. La source protégée sert 85 ménages. Il est fier d'avoir cédé une partie de sa précieuse terre agricole pour préserver la qualité de l'eau de boisson au bénéfice de sa communauté.

450 ménages modèles ont reçu du matériel pour construire chacun une latrine et un dispositif de lavage des mains avec l'appui d'un maçon formé. Aminata, une veuve et mère de 6 enfants, déclare que sa nouvelle latrine à diversion d'urine a plus de valeur que sa maison car elle produit de l'engrais qui lui donne de magnifiques fruits et légumes. La possibilité d'utiliser l'urine récupérée comme engrais pour augmenter la production agricole en même temps qu'améliorer la situation sanitaire a aussi convaincu les voisins. Ces ménages ont construit des latrines sur leurs fonds propres en utilisant les services des maçons formés par le projet.

Le partage de la ressource eau est souvent source de conflit entre les communes. Afin de résoudre ces conflits, le projet a élaboré un modèle de gestion des réseaux d'eau intercommunaux et facilite les négociations entre communes. Les Communes de Matana et Mugamba ont ainsi mis fin à une situation tendue, en entérinant le modèle proposé et en s'engageant à le mettre en œuvre.

Publié par Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Programme Sectoriel Eau et Assainissement au Burundi (Proseceau)
Boîte Postale 5180
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65726 Eschborn
Allemagne

mamadou.diarrassouba@giz.de
www.giz.de

Date août 2019

Crédits photos Guenay Ututuncok

Texte Nicola Martin

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Sur mandat du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Adresses du BMZ
BMZ Bonn
Dahlmannstrasse 4
53113 Bonn
Allemagne
www.bmz.de
BMZ Berlin
Stresemannstrasse 94
10963 Berlin
Allemagne